



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



Contributions du PNUD à la mise en œuvre de la **POLITIQUE D'ÉQUITÉ ET D'ÉGALITÉ DE GENRE** dans le cadre de la Feuille de route Gouvernementale Togo 2025



5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES



**GENDER
EQUALITY
SEAL**
DEVELOPMENT



S O M M A I R E

SOMMAIRE	3
MOT DE MADAME LA MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'ALPHABÉTISATION	5
MOT DE LA DIRECTRICE RÉGIONALE ONU FEMMES	7
INTRODUCTION	10
CAMPAGNE HE4SHE : QUAND LES HOMMES S'ENGAGENT POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES	12
PROMOTION DES FEMMES DANS LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ	15
SOUTIEN AU RÔLE CRUCIAL DES FEMMES DANS LA COHÉSION SOCIALE, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	17
LA ZONE DE LIBRE ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF), UNE OPPORTUNITÉ POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES	18
BÂTIR LE LEADERSHIP ET L'EXCELLENCE DES FILLES, LES LEADERS DE DEMAIN	19
INSTITUTIONNALISER LE GENRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	20
STOP AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES :	20
LE FORUM DE LA FEMME	20
L'ÉGALITÉ DE GENRE POUR UNE DÉCENTRALISATION RÉUSSIE	21
LES FEMMES, GRANDES BÉNÉFICIAIRES DU PUDC	22
IMPACTER DURABLEMENT LES POPULATIONS VULNÉRABLES NOTAMMENT LES FEMMES À TRAVERS DES ACTIONS CONCRÈTES	23
APPUI À LA PROMOTION DES FEMMES ENTREPRENEURES	24
LE GENRE AU CENTRE DE NOTRE CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS FACE À LA PANDMIE DE COVID-19	25
LE GENRE ET LA DIGITALISATION	26
LES FEMMES DANS LE JOURNALISME	27
LE GENRE AU CŒUR DE NOS INTERVENTIONS DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME, ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	28
LE DÉVELOPPEMENT DES ECOVILLAGES, UNE APPROCHE DE DÉVELOPPEMENT AXÉE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES	29
LE GENRE DANS LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	30
PERSPECTIVES.....	32



*Mot de Madame la
Ministre de l'Action
sociale, de la promotion de la
femme et de l'alphabétisation*

Le Togo s'est résolument engagé pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à travers sa Politique nationale pour l'égalité et l'équité du genre. Le pays a connu des avancées majeures ces dernières années dans le domaine, grâce à une vision basée sur un changement de paradigme reflété dans les transformations structurelles opérées. La vision du chef de l'Etat, celui de ne laisser personne de côté comme le sous-tend l'Agenda 2030 pour le développement durable et traduit dans le Plan national de développement et la feuille de route gouvernementale, guide nos actions à travers différents projets pour un développement plus inclusif.

Nous rendons hommage à Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République pour son engagement en faveur de l'égalité des sexes et la participation effective des femmes à la prise de décision à

tous les niveaux du processus de développement du Togo. Cet engagement s'est traduit par sa distinction en tant que Champion He for She par ONU Femmes pour sa politique d'égalité et d'équité genre. Nous exprimons également notre gratitude à Madame Victoire Sidémého TOMEGA-DOGBE, Premier ministre, Cheffe du Gouvernement, pour son leadership dont la qualité se reflète par les résultats obtenus.

Ces résultats constituent le fruit d'un appui de nos partenaires dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'ensemble des agences du Système des Nations Unies à qui nous exprimons notre gratitude. Nous sommes conscients qu'il reste du chemin à faire, c'est fort de cela que nous continuons par travailler dans le sens de l'excellence pour sortir nos populations en particulier les femmes et les filles de la vulnérabilité.



Mot de la Directrice Régionale ONU Femmes

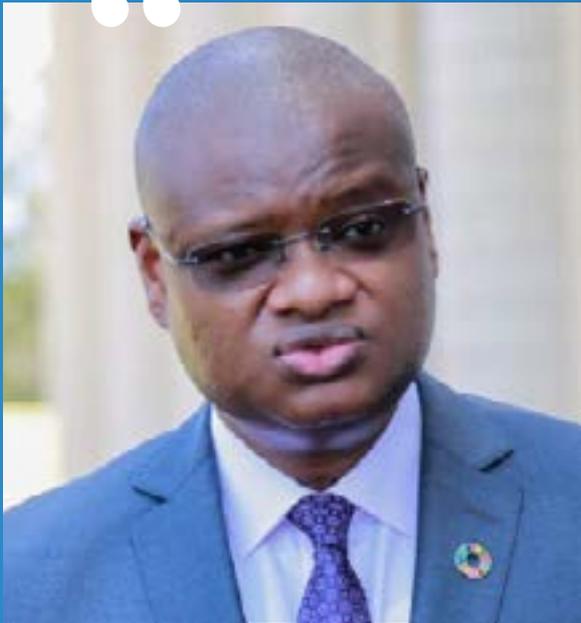
L'ONU femmes à travers ma personne se félicite des efforts consentis par le Togo dans son engagement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Nous-nous réjouissons des avancées réalisées par le pays pour accélérer l'agenda pour l'égalité des sexes.

Le Togo a effectivement démontré sa volonté de faire de la question de l'égalité des sexes une de ses priorités majeures. Le pays a su se démarquer en s'investissant dans la promotion des femmes en leur offrant de plus en plus d'opportunités. C'est dans ce cadre que j'ai eu l'honneur de distinguer le Chef de l'Etat Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE comme Champion He for She. Cette distinction s'est faite dans un moment où la crise sanitaire à coronavirus a fragilisé pratiquement tous les pays et où le respect des droits des femmes était au plus bas.

Je voudrais réitérer mes félicitations aux autorités togolaises et les encourager à s'investir davantage en faveur de l'égalité des sexes à travers des actions visant la promotion du leadership des femmes et leur participation, l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le renforcement de l'autonomisation économique des femmes et l'intégration de l'égalité des sexes dans les processus de planification et de budgétisation au niveau national.

Je voudrais réaffirmer la disponibilité de l'ONU Femmes, à accompagner l'Etat togolais dans sa politique de promotion de l'égalité des sexes en vue de l'atteinte des objectifs de développement durable. J'invite les partenaires à se mobiliser davantage pour soutenir les actions du gouvernement togolais dans ses initiatives en faveur des femmes.

“



Mot du Représentant Résident du PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le développement et l'ensemble du Système Nations Unies à travers ma personne, se réjouissent de pouvoir contribuer aux efforts considérables du Togo dans le cadre de l'accélération de l'agenda pour l'égalité des sexes. Alors que le bureau tend vers la clôture de son Programme Pays 2019-2023, un regard rétrospectif nous permet de nous rendre compte que nous avons fait du chemin sur la thématique de l'égalité des sexes au Togo.

Le pays a su opérer des transformations structurelles visées par les objectifs de développement durable à travers le Plan national de développement et la Feuille de route gouvernementale fondés sur le principe de ne laisser personne de côté. Je voudrais féliciter le gouvernement Togolais et le Chef de

l'Etat Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE qui a su prouver son engagement en faveur de l'égalité de sexes, ce qui lui a valu la distinction Champion He for She par la Directrice régionale d'ONU-Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le double approche utilisée par le PNUD pour mettre en œuvre le principe de l'égalité de genre, à travers l'appui des actions spécifiques pour la réduction des inégalités de genre et la prise en compte transversale de la dimension de genre dans toutes ses interventions a permis d'obtenir des résultats clés au Togo. Nous sommes tout particulièrement heureux de présenter une synthèse des actions menées au cours des trois dernières années.

INTRODUCTION |

En septembre 2015, l'Assemblée Générale des Nations Unies, adopta l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) autour des trois dimensions du développement durable avec pour principe de ne laisser personne de côté. Le cinquième objectif est spécifiquement dédié à l'autonomisation des filles et des femmes. Il concerne l'égalité entre les sexes et vise à mettre fin à toutes les formes de discriminations et de violences contre les femmes et les filles dans le monde entier. L'ODD 5 agit en interrelation avec les 16 autres ODD. Il permet la conception et la mise en œuvre de toutes les politiques publiques au prisme du genre et encourage la mise en place de politiques dédiées à la lutte contre les inégalités qui subsistent et nécessite des mesures positives en faveur des femmes.

Afin d'atteindre ses ambitions, le gouvernement togolais s'est vu élaboré en 2011 une « Politique Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (PNEEG) ». Dans le souci d'une efficacité, d'efficience et d'optimisation, cette politique s'est dotée d'un plan d'action et d'un cadre institutionnel. La vision poursuivie à travers cette politique est de «Faire du Togo un pays émergent, sans discrimination, où les hommes et les femmes auront les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance.» En vue de consolider ces acquis et de prendre en compte de nouvelles réalités, cette Politique Nationale pour l'Équité et l'Égalité

de Genre a été révisée en 2019 et une Stratégie Nationale d'Équité et d'Égalité de genre (SNEEG) a été adoptée.

Par ailleurs, le Togo a moderniser plusieurs de ses textes de lois et a entrepris plusieurs initiatives pour la promotion de l'égalité genre dans le pays. Ces avancées vont de l'adoption d'un nouveau code pénal plus égalitaire (Journal Officiel, 2015), d'un nouveau code foncier en balayant l'ambivalence des textes coutumiers et modernes qui pénalisaient les femmes, d'une stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement (2006) à la révision de la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) (Xinhua, 2012 ; Ouro-Aissah, 2010; Kuvo, 2017; Korolakina, 2016).

Avec la constitution du nouveau gouvernement en octobre 2020, une nouvelle vision a été impulsée à travers la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Dans cet élan, le gouvernement dans sa vision de réalisation des ODD, s'est assigné comme stratégie d'intégrer les femmes au cœur de ses politiques de développement.

Durant les trois dernières années, plusieurs actions ont été mises en œuvre afin de contribuer à l'accélération de l'agenda pour l'égalité des

sexes au Togo, conformément au document pays 2019-2023 du PNUD et à la Feuille de route gouvernementale 2025. Les interventions du PNUD dans le cadre des efforts pour l'atteinte de l'ODD 5 au Togo ont été faites dans plusieurs domaines dont l'accès des femmes aux services sociaux de base, la lutte contre les changements climatiques, la participation des femmes à la consolidation de la paix, l'excellence et le leadership académique des filles, l'entrepreneuriat féminin, la lutte contre les violences basées sur le genre.

Le nouvel arsenal juridique avec l'appui des associations et les partenaires au développement a permis de faire reculer certaines des plus graves violences faites aux femmes telles que l'excision (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes Agées, 2008 ; Dagban-Zonvide, 2013; 27avril.com, 2014; Réaux, 2018; Enquête Démographique et de Santé III, 2015). Des avancées sont également obtenues dans les domaines de l'éducation des filles et de l'accès des femmes à l'emploi (Enquête Démographique et de Santé III, 2015). Mais dans d'autres domaines, les gaps ont du mal à être comblés, notamment au niveau de l'accès des femmes en politique (Isabell & Akinochi, 2018), l'accès au foncier, et la persistance des violences physiques et sexuelles ainsi que les mariages précoces (Enquête Démographique et de Santé III, 2015). On note également des avancées telles que la

création d'un Ministère pour la Promotion de la Femme (aujourd'hui ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation). Au sein de ce ministère, il existe une Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme qui est chargée de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. On assiste dès lors à la naissance de plusieurs ONG et association et groupement de femmes.

Le PNUD soutient la mise en œuvre de l'objectif 5 du développement durable à travers l'appui-accompagnement des parties prenantes au développement. Le bureau s'attache à prendre en compte l'égalité des sexes dans tous les aspects de ses activités, en collaborant avec les institutions de l'Etat, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé et tous ses partenaires en vue de mettre fin à la violence sexiste, pour engager les femmes agricultrices dans la lutte contre les changements climatiques dans les écovillages et pour augmenter la participation des femmes à la prise de décisions dans la vie publique et privé tout en contribuant à l'excellence et le leadership académique des filles. Le PNUD utilise une double approche pour mettre en œuvre le principe de l'égalité de genre, notamment en appuyant des actions spécifiques pour la réduction des inégalités de genre tout en veillant à la prise en compte transversale de la dimension genre dans toutes ses interventions.

1. CAMPAGNE HE4SHE (LUI POUR ELLE) : QUAND LES HOMMES S'ENGAGENT POUR L'EGALITE DES SEXES



“

Cette reconnaissance qui honore notre pays pour ses efforts dans la promotion du genre, l'autonomisation de la femme, et les droits de la petite fille, est une incitation à faire davantage pour une société plus équitable.”

SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise

Le Togo a participé à la campagne « HeForShe », un mouvement mondial de solidarité en faveur de l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes, lancée par l'ONU Femmes en 2014. Son objectif étant de faire participer les hommes et les garçons dans le combat pour l'égalité de sexes et le respect des droits des femmes, en les encourageant à prendre des mesures contre les inégalités dont les femmes et les filles font l'objet, en vue d'éliminer toutes formes de violences basées sur le genre.

Le Président de la République Togolaise, SEM Faure Essozimna Gnassingbé s'est vu décerner en octobre 2021, la distinction de Champion HeForShe pour son leadership et ses multiples actions en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes par la Directrice régionale d'ONU-Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

A l'issue de la Campagne, le Chef de l'Etat s'est engagé à intensifier les initiatives pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles au Togo.

Plus de 15 000 personnes, autorités politiques, administratives, religieuses, jeunes et femmes ont participé activement à la campagne.

“

Au Togo, les femmes sont les acteurs de première ligne dans plusieurs secteurs de la vie économique. Pour cela, nous avons mis en place des stratégies et des réponses en faveur de l'autonomisation et du renforcement du leadership féminin.” **Son excellence Mme Victoire Sidémého TOMÉGAH-DOGBÉ, Premier Ministre, Chef du Gouvernement**



2. PROMOTION DES FEMMES DANS LES FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE

Le PNUD a soutenu les efforts du Gouvernement dans la promotion des femmes dans les secteurs de défense et de sécurité. Ainsi, le Togo a bénéficié du fonds de l'initiative Elsie à hauteur de 1 000 000 USD pour réaliser son projet d'intégration du genre et de l'autonomisation des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Ce projet vise à :

- i) s'attaquer simultanément à plusieurs niveaux d'obstacles à la participation des femmes dans les opérations de paix,
- ii) renforcer l'autonomie des femmes en réduisant les écarts de compétences et d'aptitude grâce à des formations et des bourses dédiées afin de leur permettre de passer les concours d'entrée, d'accéder à des promotions et des déploiements dans des opérations de paix,
- iii) créer un environnement favorable grâce à la construction de logements spécifiques à l'école et dans les centres de formation militaire.

Ainsi, le Ministère des Armées compte passer de 6% à 10% le personnel féminin dans les forces armées de façon général et de 6.91% à 13,30% la participation du personnel féminin aux opérations de maintien de la paix.

Par ailleurs, grâce au Projet de Renforcement des Capacités du Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix (PRC-CEOMP), financé par le Peuple du Japon pour un montant 300 000 USD, deux cents (200) soldats et policiers togolais dont 25 % de personnel féminin en phase de pré-déploiement ont été formé sur la promotion du genre et la protection des civils. De même, cinquante (50) cadres militaires et policiers dont 50% de femmes ont été initiées comme formateurs sur les thématiques de protection des civils, le genre et les droits de l'homme dans le contexte des opérations de paix.

En outre dans le cadre de la formation de la Force Sécurité Election Présidentielle (FOSEP), 183 femmes issues des Forces de défense et de sécurité sur 10 000 personnels ont été formées en technique de dispersion non violente des foules et protection des Droits de l'homme.



3. SOUTIEN AU RÔLE CRUCIAL DES FEMMES DANS LA COHESION SOCIALE, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Le PNUD dans le cadre de ses appuis à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, a mis un accent particulier sur l'implication de tous les acteurs, surtout les jeunes et les femmes conformément aux résolutions 2250 et 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Afin de prévenir l'extrémisme violent, 512 acteurs de 15 catégories socioprofessionnelles dont 40% de femmes ont été sensibilisés sur l'importance de la culture des débats citoyens.

Au niveau des comités préfectoraux et Communaux de prévention de lutte contre l'extrémisme violent (CPPLEV), 28 femmes ont vu leurs capacités renforcées sur l'approche globale dans la prévention de l'extrémisme violent ainsi que les principes de médiation communautaire et le leadership transformationnel. Dans la même optique, 36 femmes médiatrices communautaires, dont 18 femmes civiles et 18 femmes FDS ont compris l'enjeu de leur implication dans la prévention des conflits, des violences et dans la protection des droits humains et surtout leur engagement dans le travail de proximité au sein de leurs communautés. Quant aux femmes membres des Comités locaux de paix (CLP), 18 ont été formées sur les techniques de médiation et sont engagées dans la médiation de 5 conflits locaux.

En ce qui concerne la consolidation de la paix, 45 femmes défenseurs des droits de l'homme (DDH) volontaires ont été formées et ont été déployées pendant les élections locales de juin 2019 pour la surveillance de la situation des droits Humains. De même 12 jeunes femmes leaders de la préfecture de l'Avé ont bénéficié d'une formation sur la promotion de la paix et sur la prévention des Violences Basées sur le Genre, et sont actuellement engagées comme des ambassadrices genre et paix dans leurs localités.

En outre, 15 femmes leaders communautaires ont bénéficié d'une formation sur le code foncier et les principes de la chefferie traditionnelle.



Photo des Femmes médiatrices

4. LA ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF), UNE OPPORTUNITE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES

En vue de mieux cerner les besoins, les priorités et les défis des femmes dans le cadre du commerce, une étude a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Protocole sur les femmes dans le Commerce de la ZLECAF (Zone de Libre-Echange Continentale Africaine), et a permis de consulter 198 femmes cheffes de Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) ainsi que des autorités et acteurs de l'administration douanière. Cette consultation a mis aussi en exergue les bonnes pratiques et enseignements tirés de l'amélioration des conditions des femmes et des jeunes femmes engagées dans le commerce dans le pays.



5. BATIR LE LEADERSHIP ET L'EXCELLENCE DES FILLES, LES LEADERS DE DEMAIN

Des efforts ont été consentis dans le cadre de la promotion du leadership et de l'autonomisation des femmes et des filles : Les meilleures filles bachelères (150) ont été renforcées sur le leadership, le développement professionnel et dotées de matériels informatiques pour les recherches académiques. Des formations ont été également données aux élèves filles et garçons sur le leadership « On est fière. On a mérité ça. On a beaucoup travaillé, parce que ce sont des temps de dur labeur et de détermination. Il faut être passionné par ce que tu fais pour mériter ce prix.

J'encourage nos jeunes sœurs à être laborieuses et à travailler ». **Ayaba Mawulolo Edmonde ZINSOU, récipiendaire du Programme excellence académique, année scolaire 2020-2021.**

Par ailleurs, grâce à l'appui financier du PNUD, 118 filles vulnérables des collèges et lycées de la région de Savanes ont été identifiées et dotées de prix d'excellence. Trente (30) filles parmi ces filles vulnérables ont également bénéficié d'un accompagnement pour l'établissement des certificats de nationalité togolaise.



Photo de remise des kits à Dapaong (parents et filles bénéficiaires)

Afin de poursuivre les efforts en matière d'encouragement des jeunes filles à l'excellence académique et au leadership, le bureau a soutenu l'actualisation du Programme national de la promotion d'excellence académique et du leadership de la fille togolaise, une initiative du ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation (MASPFA).

6. INSTITUTIONNALISER LE GENRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le bureau s'est engagé depuis de nombreuses années aux côtés de l'Etat et d'autres partenaires à accompagner le processus de promotion de l'équité genre à tous les niveaux. La synergie d'actions a permis de renforcer les bases politiques, juridiques, institutionnelles et programmatiques de l'égalité et de l'équité de genre dans le pays. A cet effet, le PNUD a soutenu ces dernières années, un processus d'institutionnalisation du genre dans l'administration publique en appuyant la réalisation d'un audit genre de trois ministères et en accompagnant l'élaboration des plans d'actions d'institutionnalisation du genre à partir des résultats desdits audits. Par ailleurs le bureau a accompagné le renforcement des capacités des cadres des ministères sur l'institutionnalisation du genre et à appuyé l'élaboration d'une stratégie de promotion du genre dans l'administration publique.

7. STOP AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : LE FORUM DE LA FEMME

Engagé dans la lutte contre les violences basées sur le genre, le PNUD a soutenu l'organisation du Forum des femmes. Placé sous le thème : « Pour plus d'engagement en faveur de la protection de la femme et de l'enfant au Togo », ce forum a permis de sensibiliser l'opinion nationale sur les violences subies par les femmes et les enfants ainsi que les conséquences sur les victimes. Des meilleures solutions et stratégies pour un changement de comportements et de mentalités ont été développées au cours du forum. A l'issue du forum, un plan d'action a été élaboré pour se pencher sur la problématique des Violences Basées sur le Genre (VBG).

8. L'EGALITE DE GENRE POUR UNE DECENTRALISATION REUSSIE

Dans le cadre de l'appui du PNUD au processus de décentralisation, 219 femmes ont été formées sur les techniques de campagne électorale lors des élections municipales d'août 2019. 189 de ces femmes formées ont été élues conseillères municipales dont 12 femmes élues maires et 13 femmes élues Adjointes aux maires.

Quatre communes dirigées par des femmes sont accompagnées dans leurs processus d'élaboration du plan de développement local. Une facilité de financement des projets à fort impact d'autonomisation des femmes et des jeunes dans cinq (5) communes est mise en place en lien avec l'UNCDF et l'Agence nationale de promotion de la garantie et du financement

(ANPGF) des PME/PMI. Ce mécanisme permettra à termes à au moins 500 femmes d'augmenter leurs revenus.

En outre, en 2021, 220 femmes élues locales ont par ailleurs renforcé leurs capacités sur des thématiques liées à la décentralisation et au leadership transformationnel.

439 acteurs locaux ont été formé sur la cohésion sociale dont 42% de femmes. Cette formation a permis la réalisation de divers projets connecteurs avec la création de 15 groupes de jeunes. Ces derniers ont mené des actions de salubrité publique et des activités sportives de sensibilisation dans les lieux publics.

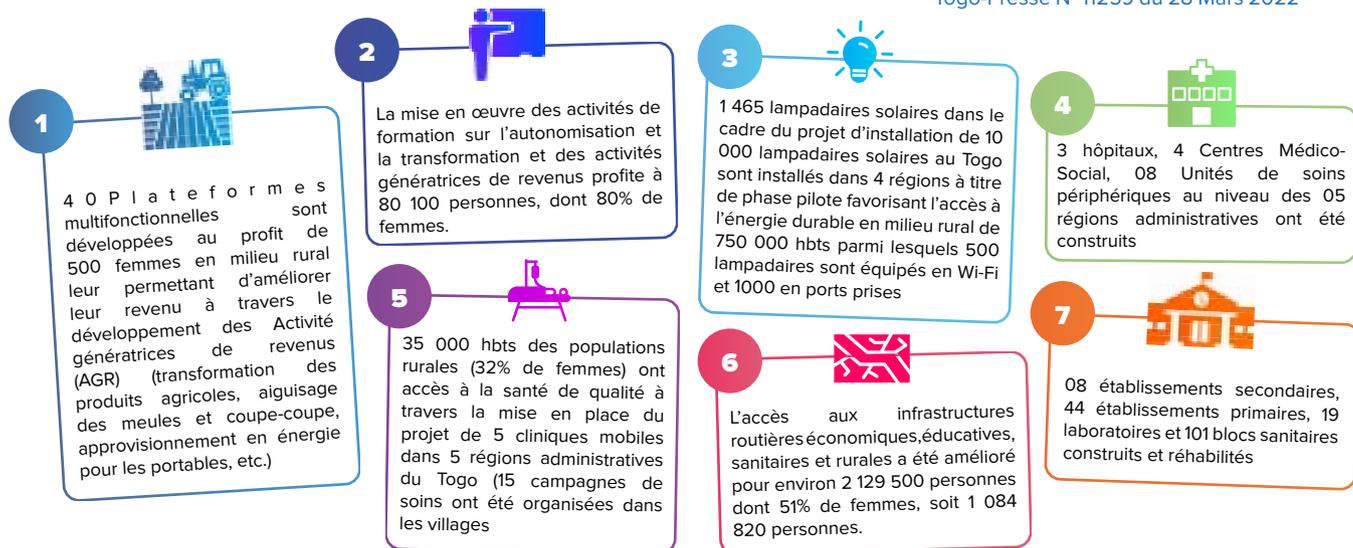


9. LES FEMMES, GRANDES BÉNÉFICIAIRES DU PUDC

La mise en œuvre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) a permis de faciliter l'accès des populations, en particulier des femmes aux services sociaux de base. La dimension « genre » dans le cadre du PUDC a été prise en compte par un ciblage prioritaire des femmes dans le processus d'identification des populations cibles et à travers la ségrégation selon le genre dans le rapportage des activités réalisées, notamment pour la création d'emplois temporaires. Le Programme a permis à plus d'un million de personnes dont 60% de femmes, de bénéficier des impacts de ses réalisations par l'amélioration considérable de leurs conditions de vie, d'accès à l'énergie, d'éducation et de soins de santé de qualité. Les réalisations en ligne de mire sont surtout la construction des maisons de femmes et de marchés modernes pour l'autonomisation des femmes.

“Évalué à plus de 155 milliards de francs CFA avec une contribution du Togo à hauteur de 18 milliards, le PUDC depuis son lancement en 2016, sert d'outil de lutte contre les disparités dans le monde rural... Avant la construction de ces ouvrages, les femmes étaient contraintes de vendre sous le soleil ou la pluie, exposées à l'insécurité, à la saleté aux maladies et aux vols. Les marchés vont ainsi contribuer à l'amélioration du cadre de travail des commerçants...Le pari est gagné pour le Président de la République qui a tenu ses promesses à travers la remise des clés à plusieurs représentants des femmes revendeuses dans les marchés dans plusieurs localités” **Mme Kadanga Mazalo, Directrice de l'ANADEB**

¹ Togo-Press N° 11259 du 28 Mars 2022



10. IMPACTER DURABLEMENT LES POPULATIONS VULNÉRABLES NOTAMMENT LES FEMMES À TRAVERS DES ACTIONS CONCRÈTES

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet Impact Communautaire 2030, le PNUD entend contribuer positivement et durablement à l'amélioration des conditions de vie des hommes et femmes, adultes et jeunes à travers le ciblage et la mise en œuvre de projets concrets susceptibles d'apporter des réponses rapides, immédiates et durables aux besoins des populations les plus vulnérables notamment les femmes. Ainsi :

- 04 centres de santé ont été construites et rendues accessibles à plus de 429 556 personnes vulnérables dont les femmes dans les localités de Gbowloe (Haho 2), Awandjelo (Kozah 3) et Bè-Kpota (Golfe 1) ;
- Le bloc gynécologique du CHU Campus est équipé et a permis de faire passer le taux de prise en charge des urgences gynéco-obstétriques de 0% à 100% et de réduire la mortalité maternelle et infantile ;
- 2745 personnes vulnérables (dont 859 femmes, 52,3%) ont bénéficié de soins bucco-dentaires dans les préfectures de Mô, Wawa et Kpendjal ;
- Un mécanisme d'assurance maladie pour le secteur informel et la prise en charge des nécessiteux a été mis en place.



11. APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES ENTREPRENEURS

INNOV'UP

Premier incubateur d'entreprises des femmes du Togo, INNOV'UP est un dispositif visant à favoriser l'éclosion des idées d'entreprises des femmes, leur installation et leur encadrement. Depuis 2016, avec le soutien du PNUD, le centre a permis à plus de 700 femmes et 15 startups actives dans divers secteurs de bénéficier de ces différents services tels que l'incubation de startups, le renforcement des capacités des startups, la tenue des ateliers d'ingénierie financière, la sensibilisation dans les universités et INNOV'UP Coach. En 2019, le PNUD a appuyé INNOV'UP dans la réalisation de son activité dénommée INNOV'UP SHOW qui a pour but de créer une visibilité autour des startups incubées et d'engager une nouvelle cohorte d'incubés.



J'avais commencé mes activités avec 3000 FCFA et en 2019 j'ai été lauréate de l'INNOV'UP qui a eu à nous former sur la digitalisation, le marketing commercial, la comptabilité et sur beaucoup d'autres modules. Mme KONDJJI représente une personne ressource qui met de la rigueur dans le travail et j'apprécie beaucoup ses initiatives. Je conseillerai les femmes et les jeunes à s'adresser à INNOV'UP pour bénéficier de son appui." Mme Olivia MAGNON, Promotrice de Divine épice

APPUI A L'EMPLOYABILITE ET AU DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Grâce à l'appui du PNUD :

- 06 coopératives de jeunes des communes de l'Avé1 et l'Avé2, constituées de 120 membres dont 80 jeunes femmes ont été formés et équipés en matériels et kits de production.
- Un groupement de 20 jeunes éleveurs et un autre groupement de 20 jeunes femmes productrices de culture maraîchère dans les communes de Yoto1 et Yoto2 ont été formés sur les itinéraires techniques de production.
- 70 jeunes des communes des préfectures de Yoto et de Vo dans la région maritime, ont été formés sur l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus (AGR).
- Les initiatives de 14 jeunes filles et de 06 jeunes garçons ont bénéficié d'un fonds de roulement/démarrage.
- Dans le cadre du projet transfrontalier Togo, Benin, Burkina Faso, 26 femmes isolées et douze (12) coopératives composées de 376 femmes dans les 5 préfectures de la région des Savanes, frontalières avec le Bénin et le Burkina Faso ont été identifiées, formées et équipées de kits de travail pour leur permettre de démarrer des activités génératrices de revenus.

12. LE GENRE AU CENTRE DE NOTRE CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS FACE À LA PANDEMIE DE COVID-19

Le PNUD a apporté son assistance aux populations à travers ses divers partenaires d'exécution des projets depuis l'avènement de la pandémie de Covid 19 au Togo. En effet, la stratégie d'inclusion du PNUD pour ne laisser personne de côté, a permis de renforcer la résilience des couches vulnérables face à la Covid-19. Plusieurs actions ont été menées auprès de plusieurs cibles au titre desquelles :

- Des émissions-radio ont été réalisées autour des informations générales sur la COVID-19, les violences conjugales accentuées à cause des effets de la pandémie, les causes et les conséquences des violences conjugales faites sur les femmes et sur les jeunes filles, les voies de recours en cas de violence conjugale ou de violence faite aux jeunes filles, etc.
- Les sensibilisations en français et dans les langues locales les jours de marché pour toucher un plus grand nombre de populations.
- Des formations en production du savon liquide ont été faites.
- Des masques et des dispositifs de lavage de mains ont été distribués aux populations.
- 826 kits alimentaires (maïs, riz, haricot, gari et huile) ont été distribués aux personnes les plus vulnérables.
- 300 kits d'hygiène ont été distribués aux jeunes filles vulnérables et dix (10) caisses de résilience ont été mises en place.
- Des échographes et des équipements anti-Covid-19 ont été mis à disposition de 5 centres de santé (CMS Adetikopé, CHP Pagouda et Djarkpanga et CMS Moretan et Agbonou) pour l'accès aux consultations médicales gynécologiques de plus de 50 000 femmes.

13. LE GENRE ET LA DIGITALISATION

Dans le cadre de sa vision pour le digital selon laquelle, chaque et tout togolais puisse embrasser la révolution numérique en cours et que la technologie transforme durablement leurs quotidiens sans pour autant contribuer à accroître le fossé entre « nantis » et « démunis », un concours d'innovation numérique dénommée **Togo Digital Awards** a honoré plusieurs acteurs dont des femmes de l'écosystème du digital du

pays. L'initiative a pour but de créer des émules dans l'écosystème digital du pays.

Par ailleurs, grâce au projet pilote de digitalisation de l'état civil dans les communes des Lacs 1 et Ogoou 2, la déclaration et la délivrance des actes de naissances ont été facilitées pour les femmes grâce à la mise en place d'outils numériques dans les centres de santé et maternités.



14. LES FEMMES DANS LE JOURNALISME

Afin de distinguer des journalistes qui abordent et traitent l'actualité et les sujets d'actualité sous l'angle de l'identification des problématiques et des palliatifs possibles, le PNUD accompagne aux côtés des ambassades de France, d'Allemagne, des Etats Unies et de la Délégation de l'Union européenne au Togo, l'initiative les "Lauriers du journalisme d'impact". Ce concours est à sa 4ème édition et a permis de récompenser une cinquantaine de journalistes et techniciens de différentes catégories de médias (presse écrite, radio, télévision, presse en ligne). Un accent particulier a été accordé aux femmes journalistes ; depuis le lancement de cette initiative en 2018. Plusieurs d'entre elles distinguées.

C'est le cas de Hélène DOUBIDJI. Gagnante du premier prix catégorie « presse écrite-presse en ligne » de la première édition du concours « Lauriers du journalisme d'impact au Togo », elle obtient une bourse de l'Ambassade de France au Togo, qui lui a permis de prendre part à l'université d'été 2018 de l'Ecole Supérieur de Journalisme de Lille (ESJ Lille).

“

C'était un programme très riche qui s'est déroulé en deux phases notamment une formation intense à l'ESJ Lille et un stage au Service web de TV5 monde à Paris”, témoigne-t-elle

“A travers cette expérience unique, j'ai eu l'opportunité de redécouvrir le métier de journaliste que j'exerçais déjà passionnément, sans aucune formation de base en journalisme” avoue-t-elle.

“Ma participation à ce programme a été une formidable occasion pour moi de me professionnaliser d'avantage et me permet aujourd'hui de mieux définir mes projets professionnels” conclu-t-elle



15. LE GENRE AU CŒUR DE NOS INTERVENTIONS DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME, ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

Le PNUD fait de l'égalité de genre, une de ses priorités dans ses interventions pour l'amélioration de l'accès à la justice pour tous et surtout pour les couches sociales vulnérables. Pour ce faire, un accent particulier est mis sur la promotion des droits de l'Homme et l'accès à la justice. Au titre des acquis sur ce volet, on peut noter :

- L'opérationnalisation avec l'appui du PNUD de 14 maisons de justice (AGOE-NYIVE, ANIE, BAGUIDA, BAFILO, CINKASSE, DAPAONG, GANDO, KANTE, KETAO, KPELE- ADETA, PAGOUDA, SANGUERA, TCHAMBA, TOHOUN) qui a permis de traiter 2685 dossiers dont 35 % de saisines par les femmes en 2021.
- Le protocole de gestion des cas prenant en compte le genre a été adopté et appliqué dans toutes les maisons de justice
- 2942 personnes (39,25% de femmes) ont bénéficié du certificat de nationalité, 6729 personnes des actes de naissance, 2782 personnes des cartes nationales d'identité qui leur permettent d'avoir désormais une identité juridique et de saisir les opportunités socio-économiques offertes dans le pays en 2019.

L'appui du PNUD a également contribué au

renforcement de capacités de plusieurs acteurs. En effet :

- 64 acteurs y compris les personnels des maisons de justice et des centres d'écoute ont été formés sur les droits de l'homme, le genre et la conciliation.
- 145 acteurs judiciaires dont 15% de femmes y compris la police judiciaire ont été formés sur les droits de l'homme et l'égalité de genre et 65 acteurs judiciaires ont été sensibilisés sur les codes de déontologie des différents corps de la justice.
- 13 centres d'écoute et de conseils ont été renforcés et traités 2.648 cas de violences basées sur le genre en 2021.
- 30 défenseurs des droits de l'homme dont 25 femmes ont été renforcés sur les défis et des questions liées à la protection des Défenseurs des Droits de l'Homme afin de réduire leur vulnérabilité et les récurrentes violences auxquelles elles sont confrontées.
- 120 PVVIH (Personne vivant avec le VIH) ont été renforcées dans trois régions sanitaires (57 hommes et 63 femmes) sur le leadership, les droits humains et le VIH afin de briser l'auto-stigmatisation.

16. LE DEVELOPPEMENT DES ECOVILLAGES, UNE APPROCHE DE DEVELOPPEMENT AXEE SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Dans le cadre de la promotion d'un développement local du terroir sobre en carbone, résilient aux effets du changement climatique et bénéfique à l'environnement global, plusieurs activités ont été développées à la faveur des populations en particulier les femmes à travers le développement des écovillages.

- 321 ménages dirigés par les femmes, ont accès à l'énergie solaire ;
- 3384 femmes transforment leurs produits agricoles (maïs, riz, manioc etc) à partir des plateformes multifonctionnelles solaires alimentées par les minicentrales ;

• Des femmes carbonisatrices ont été formées en productions maraichères et ont bénéficié des matériels pour l'installation des périmètres maraichers et des pépinières qui serviront au développement des plantations des fruitiers et d'essences forestières ;

• 7650 personnes ont un accès direct à l'eau potable à travers des systèmes de pompage fonctionnant à base de l'énergie solaire



17. LE GENRE DANS LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET LA RESILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

17.1 SOUTIEN AUX POPULATIONS VICTIMES DE CATASTROPHES

A la suite des inondations au sud Togo en octobre 2019, le Système des Nations Unies au Togo s'est mobilisé pour apporter de l'aide aux sinistrés. Une opération de distribution de vivres et non vivres a été organisée à l'endroit de 17 000 personnes dans les zones touchées.

17.2 LES FEMMES AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans le domaine des changements climatiques, grâce à l'appui du PNUD :

- 4 femmes d'Agomé Sevah ont été formées en technique de montage, d'installation et de maintenance des kits solaires ; en installation et utilisation des kits solaires dans plus de 41 ménages.
- 507 ménages dirigés par les femmes ont adopté l'utilisation des foyers améliorés pour la cuisson.
- 150 femmes ont accès à un poste d'eau autonome pour l'irrigation des cultures de contre saison grâce à l'énergie solaire.
- 4 femmes sont également formées pour l'assemblage, l'installation la maintenance et la réparation des kits solaires à Tétékpo

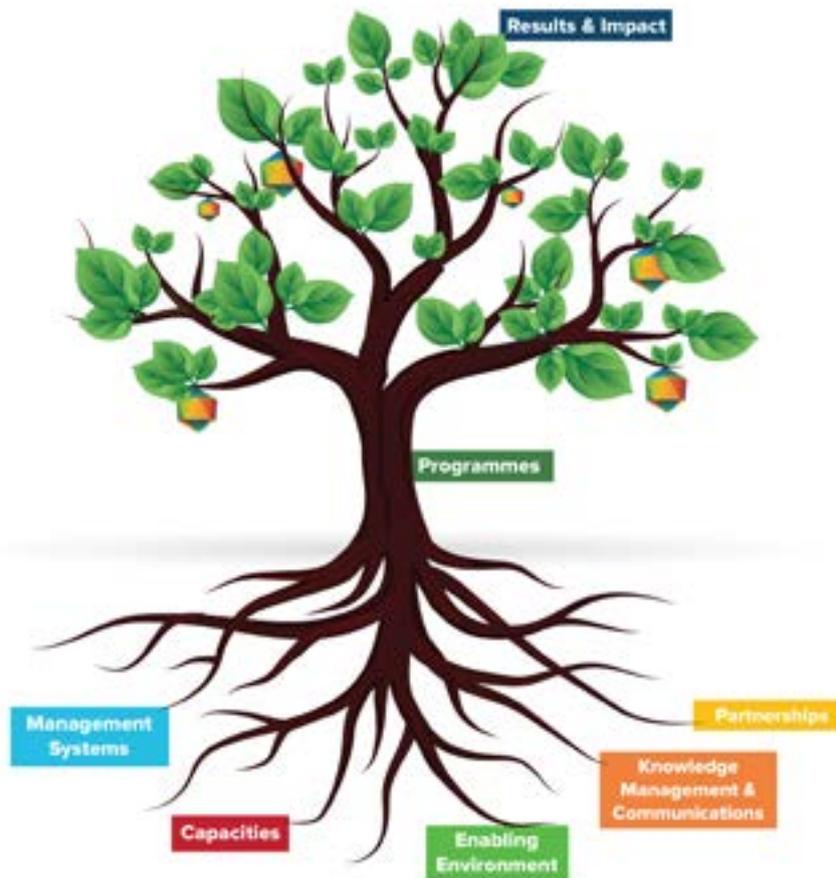


Kopé (Yoto). Grâce à cette formation, elles ont installé 60 kits solaires dans les ménages de leur localité.

- 993 ménages dirigés par les hommes ont adopté l'utilisation des foyers améliorés pour la cuisson, 220 hommes ont accès à un poste d'eau autonome pour l'irrigation des cultures de contre saison grâce à l'énergie solaire.
- 2756 hommes transforment leurs produits agricoles grâce à l'accès aux PTFM solaires dans les écovillages.
- 55% des carbonisatrices dans les écovillages ont adopté l'élevage de porcs, de chèvres, moutons et lapins ainsi que les activités de maraichage et la production des plants en remplacement de leurs activités de carbonisation.
- 39 Hectares de plantation ont été mis en place grâce à la production de 66 500

plants dans 07 Ecovillages et de 2621 plants dans les villages ciblés

- Plus de 4000 personnes de 05 Ecovillages maîtrisent les techniques durables d'apiculture et de surveillance des forêts et contribuent à la protection des forêts naturelles tout en améliorant leurs revenus.
- 507 ménages dirigés par les femmes ont adopté l'utilisation des foyers améliorés pour la cuisson des aliments, ce qui a permis la réduction de l'utilisation du bois de 17 à 54%.
- 64 femmes ont été renforcées sur les outils d'évaluation de la vulnérabilité et résilience aux changements climatiques et sont capables de monter des projets fiables sur la résilience et l'adaptation aux changements climatiques.



PERSPECTIVES

Gender Equality Seal

Le bureau s'est engagé dans le processus de certification Gender Equality Seal. Il s'agit d'un label pour l'égalité des sexes visant à inciter les bureaux à intégrer l'égalité des sexes dans tous les aspects de leurs travaux de développement. Ce processus rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie genre 2022 - 2025 du bureau et permettra de renforcer ses actions en matière d'égalité de genre sur les aspects suivants: le management, l'environnement de travail, la communication et la gestion des connaissances, les programmes et projets, le partenariat, les résultats et impacts.



Renforcer l'intégration du genre dans les programmes et projets

En vue d'assurer l'intégration du genre dans toutes ses interventions autant bien au sein du bureau qu'au niveau des partenaires, un ensemble de dispositifs est en cours de mis en place. L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes seront au coeur du nouveau programme de coopération pays et de tous les projets qui en découleront.

Améliorer la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles et aux actions liées au climat

Pour s'assurer d'une réelle prise en compte des besoins des femmes dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et en vue de renforcer leurs résiliences face au phénomène, les femmes seront impliquées davantage dans les programmes de protection de l'environnement.



Renforcer les contributions des femmes à la consolidation de la paix

Pour établir une paix durable des stratégies seront développées en vue d'améliorer l'implication des femmes et des organisations de femmes dans les mécanismes de prévention des conflits et de lutte contre l'extrémisme violent.

Promouvoir davantage l'autonomisation économique des femmes en général et des femmes rurales en particulier

Le soutien à l'autonomisation des femmes rurales sera au cœur du nouveau programme de pays. Des approches innovantes à effet multiplicateur seront mises en œuvre pour améliorer durablement l'accès des femmes aux moyens de production susceptibles d'augmenter significativement leurs revenus.

Genre et digitalisation

Tout en soutenant l'accès des femmes à la digitalisation, des solutions digitales innovantes seront recherchées et appliquées afin d'accroître les activités économiques des femmes et d'assurer leur protection contre les violences basées sur le genre.

**GENDER
EQUALITY
SEAL =
DEVELOPMENT**





Inclusion du handicap

En vue de respecter le principe de ne laisser personne de côté, les personnes présentant un handicap seront davantage prise en compte dans les interventions du PNUD. Une attention particulière sera accordée aux femmes vivant avec le VIH en renforçant leurs droits socio-économiques et en favorisant leurs autonomisations.



Sur le plan politique et socio-économique, on note une participation active des femmes à l'action gouvernementale. L'actuel Gouvernement compte 34,30% de femmes dont la Cheffe de Gouvernement et d'autres en charge de portefeuilles stratégiques tels que les armées, les travaux publics, l'économie numérique et l'énergie. De même, depuis 2018, le parlement togolais est présidé par une femme et 18,68% des sièges à l'Assemblée nationale sont également occupés par des femmes parlementaires. De même, dans l'administration publique, elles représentent 35,29% occupant les postes de responsabilité en 2020. En ce qui concerne les collectivités territoriales, 12,60% des conseillers municipaux sont des femmes depuis 2019. La faitière des communes du Togo créée en 2020 est présidée par une femme. Par ailleurs, le poste de médiateur de la République est assuré par une femme

Tableau 2 : Evolution des indicateurs de l'ODD 5

Indicateurs	Unité	Référence		2020	2021
		Année	Valeur	Réalisée	Réalisée
Indice d'inégalité de genre	%	2014	0,588	0,454	0,432
Proportion des femmes ayant accès au crédit	%	2015	44,4	66,4	ND
Proportion des femmes au Gouvernement	%	2016	20,83	34,30	34,30
Proportion des femmes à l'Assemblée nationale	%	2016	17,58	18,68	18,68

Source : Ministère chargé de la promotion de la femme, 2021



📍 Programme des Nations Unies pour le développement
40 Avenue des Nations Unies | BP 911 Lomé, Togo
☎ +228 22 21 20 22 / 22 21 20 08 |
✉ registry.tg@undp.org | 🌐 www.tg.undp.org |
🐦 PnudTogo | 📘 Pnud.Togo | 🗣️ PNUD Togo
© PNUD Togo 2022